

AFRIQUE DU SUD  
1983-1985

par Jean-Christophe SIMON (\*)

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

25.09.89

N° : 26707 ex 1

Cote : B

P154

1 - SITUATION GÉNÉRALE : DU MARASME A LA CRISE M

Alors que les années 1982 et 1983 semblaient plutôt placées sous le signe des réformes politiques et des ajustements économiques en même temps que le pays connaissait une recession très sévère, il s'est avéré que l'Afrique du Sud est entrée dans une période extrêmement troublée au cours des deux années qui ont suivi, démentant les prévisions de reprise formulées par les experts.

En 1985, la situation de crise a touché tous les aspects de la vie sud-africaine et ses manifestations sont apparues aussi bien dans le pays, qu'au niveau international : l'état d'urgence instauré en juillet est la résultante d'un semestre d'émeutes, d'affrontements dans les villes noires des diverses provinces. Le 1<sup>er</sup> septembre le moratoire unilatéral proclamé par le gouvernement pour le paiement des emprunts internationaux - se montant à 14 millions de US \$, traduisait à la fois l'ampleur de la crise de confiance des milieux d'affaires à l'égard de la situation mais aussi la volonté du gouvernement de ne pas céder aux pressions externes tant économiques que politiques.

Dans le même ordre d'idées, les diverses interventions des troupes sud-africaines dans les pays voisins, Angola, Mozambique, Zambie, Botswana, Lesotho, ont brutalement mis fin aux espoirs de normalisation en Afrique australe qui avaient pu naître des accords de Nkomati entre Samora Machel et Pieter Botha. En Afrique du Sud même, les différentes initiatives politiques semblent dans l'impasse - qu'il s'agisse des amendements de la constitution promulguée en 1983, de questions fondamentales telles que l'abolition des cartes d'identité restrictives (« Pass ») ou du système d'habitat séparé et des réformes pour la promotion des activités économiques dirigées par des entrepreneurs noirs.

(\*) Économiste à l'ORSTOM. Equipe « Politique industrielle ». Texte rédigé en 1986.

Parmi les facteurs additionnels ayant contribué à ce marasme, on doit tenir compte d'une sécheresse catastrophique : celle-ci a détruit une grande partie de la production agricole, en 1983. La balance commerciale a subi le contrecoup de la réduction des exportations agricoles et l'augmentation des importations de céréales nécessaires au marché intérieur. Cet événement exceptionnel a également pesé lourd dans le budget de l'État.

Les mauvaises conditions économiques ont également aggravé les tensions sociales : les populations urbaines défavorisées (au premier rang desquelles 75 % des Noirs dans les cités dortoirs) ont subi une forte amputation de leur pouvoir d'achat, avec les hausses répétées des prix des produits alimentaires et des services de première nécessité (transports en particulier). Cela n'a pas empêché l'État de renforcer sa politique répressive : 200 000 infractions au permis de séjour en « zone blanche » ont été punies chaque année, et l'expulsion des *squatters* des bidonvilles a été menée avec vigueur.

Dans ce contexte, le vote de la population blanche, en novembre 1983, en faveur d'une révision limitée de la constitution sud-africaine n'est pas apparu finalement comme un premier élément significatif pour faire évoluer le gouvernement vers une politique moins draçtigue en matière d'*apartheid*. Cependant, si les fractions politiques les plus conservatrices de la population blanche ont pu être marginalisées par le gouvernement de P.W. Botha, la pression des représentants des communautés métisses et asiatiques invités à participer au nouveau système va aller croissant. Pendant ce temps, les Noirs dénoncent l'inexistence d'un statut politique acceptable pour la majorité de la population d'Afrique du Sud.

Dans les territoires déclarés indépendants (cf chronique précédente (1)) le coup d'État avorté au Ciskei, le maintien de l'état d'urgence permanent au Transkei, en vigueur depuis l'indépendance en 1976 - à présent justifié par les attentats dans la capitale en 1985 - se profilent sur un fond de disette et de stagnation économique. Le refus des chefs du Gazankulu de voir ce territoire accéder au statut d'« État indépendant » pourrait marquer la fin d'une politique que le gouvernement de Prétoria ne semble plus disposé à poursuivre.

(1) APOI 1981, vol. VIII, p. 329-345.

## 2 - DÉMOGRAPHIE

Tableau 1 - POPULATION EN 1942 (estimations)

	(millions)	Tx NATALITÉ (b) %	Tx MORTALITÉ INFANT. %	Tx d'Analphabètes %
NOIRS	18,238	3,9	9,0	33,1
BLANCS (a)	4,807	1,7	1,3	0,7
MÉTIS	2,817	2,8	6,2	15,5
ASIATIQUES	0,887	2,4	2,4	7,6
Sous-total :	26,749			
Homelands « indépendants » :	6,200	(population résidente) (c).		
TOTAL :	32,949	millions		

(a) La population blanche inclut les 390 000 demandes de naturalisation de ressortissants du Zimbabwe, de la R.F.A. et de la Grande-Bretagne.

(b) Taux calculés sur la base de l'ensemble du territoire de la R.S.A.

(c) La population « de droit » se monte à 8,2 millions : Transkei 4,2 millions ; Ciskei 1,01 ; Bophutswana 2,5 ; Venda 0,4.

## 3 - L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE INTÉRIEURE

## 1 - Les grandes tendances

A — L'année 1985 peut être marquée d'une pierre noire dans les annales économiques de l'Afrique du Sud. Une fois de plus les analystes sont convaincus que le point bas des courbes a été atteint : réduction de 1 % du produit national brut en 1985, chute de 3 % de la consommation privée, et réduction de 5 % de la formation brute de capital fixe. Entre septembre 1983 et décembre 1985 le rand a perdu 60 % de sa valeur par rapport au dollar.

Tableau 2 - ÉVOLUTION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 (b)
Valeur (a)	32168	33796	33388	32450			
Taux de croissance	7.8 %	5.1 %	- 1.2 %	- 3.1 %	5,0 %	- 1,0 %	2,0 %

(a) millions de Rands, base 1980.

(b) estimations

Jusqu'en 1984, l'inflation a été contenue par une vigoureuse politique fiscale et d'encadrement du crédit ; cependant, malgré l'engagement du gouvernement sur cette question (Conférence de Prétoria en novembre 1983), l'économie sud-africaine demeure structurellement inflationniste. Les facteurs en sont multiples : tensions sur le marché du travail liées au système racial, protection des activités industrielles nationales jugées stratégiques, dépenses accrues de l'État.

Tableau 3

	1981	1982	1983	1984	1985	1986 (b)
Évolution des prix à la consommation	16,2 %	14,7 %	12,3 %	12,2 %	16,9 %	16,4 %

B — Malgré des résultats tangibles en 1984 dans la lutte contre les tendances inflationnistes, le gouvernement a dû se résoudre à abolir certaines mesures restrictives au cours de l'année 1985. La surcharge sur l'impôt sur le revenu a été abolie, l'accès au crédit a été facilité, en même temps qu'une ~~taxe sur les importations était destinée à éviter un gonflement des importations~~ de biens de consommation. Le taux de base des banques a été ramené de 25 % à 16,8 % en octobre 1985. La tendance à la baisse se poursuivant en 1986, malgré les réactions défavorables des milieux financiers internationaux désapprouvant la versatilité de la politique monétaire.

En 1982 le déficit budgétaire a été réduit par rapport à l'année précédente (2,6 milliards de Rands), mais les mauvaises conditions de l'année 1983 (indemnités de la sécheresse, service de la dette) conduisent à une nouvelle aggravation du déficit. En 1985 les dépenses publiques ont subitement augmenté de 20 %.

Alors que le nombre total des agents de l'État s'est accru de 125 000 en dix ans (leur nombre a doublé et leur rémunération représente 40 % du budget de l'État), le budget apparaît également grevé par les dépenses liées aux activités militaires (en Angola principalement), à l'état d'urgence et à la politique d'*apartheid*. « La bureaucratie de l'*apartheid* explique en partie pourquoi plus d'un tiers des salariés blancs est employé par l'État. La duplication des services publics aux différents groupes de population coûte très cher. Le budget de la défense en 1984-85 sera de 4,2 milliards de Rands, ayant doublé en quatre ans » (2).

## 2 - L'emploi

La croissance de l'emploi dans l'ensemble de l'économie a été plutôt soutenue jusqu'en 1982, date à laquelle se produit un retournement de la tendance. Les immigrés officiellement recensés (1,28 million - ce chiffre ne prenant pas en compte les clandestins, de l'ordre de 20 % du total) comprennent les migrants internes des *homelands* sud-africains et les travail-

(2) The Economist, 28.7.84.

leurs des pays voisins : ceux-ci sont au nombre de 350 000, 83 % travaillent dans les mines, ils proviennent du Lesotho (146 000), du Malawi (30 000), du Mozambique (61 000).

**Tableau 4 - STRUCTURE D'EMPLOI EN 1983**  
(en milliers)

	TOTAL (a)	dont NOIRS	BLANCS
Mines	712	627	75
Secteur manufacturier	1 399	751	315
Construction	415	289	56
Commerce	765	357	271
Finance	157	21	116
Transports	427	205	172
Gouvernement central	394	152	154
Administration	499	238	177

(a) ensemble des groupes raciaux.

L'aggravation de la crise économique a bien entendu fait progresser le taux de chômage depuis 1982, avec cependant des différences notables selon les groupes raciaux ; globalement le nombre des demandeurs d'emploi est passé de 460 000 en 1981 à plus de 550 000 en 1984, atteignant probablement les 600 000 en 1985. Pour la seule population noire, 480 000 chômeurs étaient recensés en 1984, mais si l'on tient compte des clandestins, et des chômeurs des *homelands*, le chiffre est cinq à six fois supérieur. Ceci explique que la consommation privée se contracte : - 3 % en 1985.

**Tableau 5 - TAUX DE CHÔMAGE OFFICIEL**  
(population masculine) en %

	Métisses	Noirs	Blancs	Asiatiques
1981	2.8	5.8	0.2	1.0
1982	6.0	6.5	0.4	2.4
1984	6.2	6.8	0.4	2.5
1985	8.1	10.2	n.d.	7.5

#### 4 - APPROCHE SECTORIELLE

**Tableau 6 - LES SECTEURS DANS LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT**

	1979 %	1984 %	millions rands
Agriculture, pêche, forêts	6,8	5,2	5,06
Mines, carrières	18,4	13,9	13,50
Industrie manufacturière	21,7	22,8	22,04
Énergie, eau	4,1	5,0	4,90
Construction	3,8	3,8	3,60
Commerce	12,1	12,0	11,60
Transport	9,1	9,1	8,80
Finance, assurances	12,3	13,8	13,32
Services divers	2,0	1,8	1,71
Gouvernement	9,7	12,5	12,10
	100	100	

## 1 - L'agriculture

De 1982 à 1984 la sécheresse catastrophique, d'une ampleur sans précédent depuis un siècle, a ramené la production agricole sud-africaine à un niveau voisin de celui des années 1960. Les pertes ont atteint, en 1983, 60 % pour le maïs, plus de 50 % pour l'arachide, 40 % pour le sorgho et le tournesol, tandis que près de 450 000 têtes de bétail ont dû être abattues.

La situation est particulièrement dramatique dans l'Est du Transvaal, et dans le Natal, région la plus affectée du territoire sud-africain. Les territoires tribaux (*homelands*, autonomes ou indépendants) ont subi de plein fouet le cataclysme : leurs structures agricoles, déjà mises à mal par la suroccupation des terres, ont été stérilisées par le fléau ; une forte proportion des terres n'a même pas pu être cultivée, et le cheptel a été décimé à 20 ou 30 % (Gazankulu, Kwazulu, Bophuthatswana). Les populations sont soumises à la famine et aux épidémies, et ne survivent que grâce à l'aide alimentaire.

Parmi les conséquences économiques de la sécheresse, on note la ~~réduction des capacités d'exportation de produits agro-alimentaires~~. Les exportations ont diminué de 50 % et les importations ont doublé en 1983. L'Afrique du Sud a même dû importer du maïs d'Argentine et des U.S.A. pour satisfaire ses besoins internes, à la fois pour l'alimentation populaire et pour celle du bétail, alors qu'elle était traditionnellement exportatrice vers tous les pays d'Afrique australe.

Si la sécheresse a favorisé une forte hausse des prix des denrées alimentaires de base, elle a également entraîné la ruine d'un grand nombre d'exploitants agricoles. Les fermiers ayant basé leur activité sur le maïs ont atteint un tel niveau d'endettement (du fait des achats d'engrais en particulier) qu'il leur faudrait au moins cinq excellentes récoltes successives pour rembourser leurs emprunts auprès des banques et du système coopératif. Le problème se situe à présent au niveau politique puisque le gouvernement doit intervenir pour aménager la dette d'une couche sociale nécessaire à sa stabilité.

Cependant, dans certaines activités, le revenu agricole a progressé, tout particulièrement dans la production de laine, les produits destinés aux industries de transformation, et les fruits, dont les exportations s'accroissent. En 1984-85, la situation s'est améliorée pour les productions céréalières comme pour l'élevage, avec de bonnes performances pour la production sucrière, les agrumes et les fruits.

**Tableau 7 - PRINCIPALES PRODUCTIONS**  
(Récolte en milliers de tonnes)

	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85
Maïs	8359	4075	4441	6725
Canne à sucre	2055	2126	1377	2117
Blé	2367	2423	1776	2215
Sorgho	270	194	508	565
Arachides	81	62	44	112
Graines de tournesol	257	202	196	323
Tabac	34,5	39	37	39
Laine	106,3	114	109	110
Agumes (a)	n.d.	18	n.d.	26

(a) Exportations (millions de cartons)

## 2 - Les mines et l'énergie

### a) Le secteur minier

Assurant près de 14 % du Produit intérieur brut en 1984, le secteur minier reste d'une importance cruciale pour l'économie : il assure en particulier 70 % des recettes d'exportation, et plus de 40 % grâce aux seules ventes d'or (pièces et lingots).

L'or représente plus de 60 % de la valeur de la production minière en 1982 (et près de 10 % du PIB), le charbon 17 %, platine et uranium près de 11 %, les minerais de fer, de cuivre, les diamants, moins de 3 % chacun.

La contraction de la demande mondiale a profondément touché les industries minières, en particulier pour le cuivre, le chrome, le manganèse... De ce fait, une restructuration des installations productives et une concentration des groupes miniers sont en cours.

Sur plus de 600 000 mineurs noirs, environ 40 % sont des immigrés des pays voisins. Par ailleurs les mines sud-africaines se distinguent de deux manières opposées sur le plan social : d'une part elles connaissent un taux record d'accidents du travail (18 000 en 1982, ayant fait 730 morts), d'autre part elles ont donné naissance depuis deux ans à un mouvement syndical noir très vigoureux.

Créé en 1982, profitant du mouvement de syndicalisation développé dans les autres secteurs (automobile, industries agro-alimentaires...) de 1979 à 1981, le syndicat national des mines (N.U.M.) a progressé de façon stupéfiante : il enregistrait plus de 90 000 adhésions pour son deuxième anniversaire en décembre 1984. Ses revendications portent à la fois sur les conditions de travail, de qualification et de sécurité, et sur la rémunération des ouvriers noirs (un syndicat parallèle existe pour les métisses). Partenaire de négociation finalement reconnu par le patronat dans les principales mines,

ce syndicat a discuté les augmentations de salaire, et également remporté un procès « historique » dans un cas de licenciement abusif. Créée en novembre 1985 le Congress of South African Trade Unions rassemble à présent 35 syndicats et près de 600 000 membres.

**Tableau 8 - PRODUCTION MINIÈRE TOTALE**

	1981	1982	1983	1984	1985
<b>Valeur (milliards de Rands)</b>	13,7	14,3	15,9	18,9	
<b>Principales productions (a)</b>					
Or	656	666	675	681	673
Charbon	130388	144345	141000	162000	
Cuivre	199	188	205	198	
Fer	28319	24554	16605	24496	
Amiante	236	204	221	167	
Chrome	2870	2164	2232	3006	
Manganèse	5032	5217	2886	3049	
Uranium	6,2	n.d.			
Diamants	9,52	9,15	10,31	10,12	

(a) Milliers de tonnes, sauf or (tonnes) et diamants (milliers de carats).

L'or représente toujours la richesse principale de l'économie sud-africaine. Cependant, depuis 1980, les gains qu'il procure au pays sont fluctuants, tant du fait de la baisse du cours mondial que des variations du dollar.

**Tableau 9 - VALEUR DE L'ONCE D'OR**  
En dollars

1980	1981	début 82	début 83	1983	moyenne 1985
615	460	348	511	424	325

Le charbon a connu depuis 1983 quelques difficultés qui obligent à nuancer les espoirs placés dans la production nationale. Certes les ventes des deux dernières années ont considérablement augmenté, de même que les exportations mais sur le marché intérieur, la consommation a moins progressé que prévu, du fait de la récession ; d'autre part, les projets de nouvelles usines de carburants de synthèse ne sont plus de mise dans les conditions de surproduction pétrolière mondiale. Les ventes à l'exportation assurées par les contrats antérieurs ont été fructueuses, mais les nouvelles conditions apparaissent moins favorables au début de 1986, alors que les autres grands exportateurs cherchent à accroître leur part du marché (Pologne, U.S.A., Australie). Par ailleurs, les conditions de productivité ne se sont guère améliorées dans les mines de charbon, et elles pèsent sur les



prix de vente. En 1985 la décision des gouvernements français et danois de mettre fin aux achats en R.S.A. ont porté un coup sérieux aux perspectives d'exportation, puisque les achats de ces pays portent sur 8 millions de tonnes.

Tableau 10 - LE CHARBON

	1981	1982	1983	1984	1985
Ventes totales Mn R	2121	2619	2355	3426	
Exportations Mn t	29,9	27,5	30	38	44
Mn R	1032	1213	1203	1712	2950

### b) L'énergie

Les besoins énergétiques demeurent presque exclusivement satisfaits par le charbon, pour 85 % environ contre 14 % pour les produits pétroliers importés et 1 % pour l'hydro-électricité.

Dans le domaine de la production électrique, malgré la sécheresse, aucune réduction d'approvisionnement n'a dû être décidée, mais la situation était précaire jusqu'à la fin 1983 ; alors que l'hydro-électricité reste très marginale, les centrales thermiques à charbon dépendent étroitement des réservoirs d'eau artificiels du Transvaal pour leur refroidissement.

La société nationale d'électricité poursuit, tout en le ralentissant, son important plan d'équipement en centrales thermiques ; dans ce cadre, une nouvelle centrale de grande taille a été prévue à Majuba (2600 MW), grâce à un financement par emprunt sur le marché international. La société General Electric (G.B.) fournira les équipements.

La première centrale nucléaire, construite par Framatome, est entrée complètement en activité mi-1984 avec un an de retard du fait de l'attentat de l'ANC (3) sur le chantier en 1982.

En ce qui concerne les produits pétroliers, l'Afrique du Sud n'a eu aucun mal à se procurer les importations clandestines nécessaires : malgré la révoitition en Iran, fournisseur traditionnel, le Golfe Persique a fourni (souvent à l'insu des pays exportateurs : Émirats arabes, Oman...) près de trois quarts des besoins entre 1981 et 1985 ; près de 250 tankers ont fait de brèves escales dans les ports sud-africains, livrant environ 20 millions de tonnes de produits bruts ou même raffinés.

La production nationale de carburant de synthèse couvre actuellement la moitié des besoins, alors que les recherches pétrolières n'ont obtenu que des résultats décevants jusqu'à présent, sauf pour le gaz naturel, sur la côte de l'Océan Indien. Les trois unités de Sasol tournent à pleine capacité, et des travaux sont prévus pour accroître encore le rendement de 15 %, afin d'éviter la construction de nouvelles installations.

(3) *African National Congress*, mouvement noir d'opposition, interdit par le gouvernement en 1961.

## 3 - Les industries manufacturières

Tableau 11

BRANCHES	VALEUR DES VENTES 1983 (millions R.)	PART RELATIVE		INDICE DE PRODUCTION 1984
		1983 (%)	1985 (%)	
Agro-alimentaire	10.24	18,3	16,2	133,0
Chimie	9.18	16,4	14,4	135,3
Sidérurgie	5.24	9,3	10,5	150,3
Biens d'équipement	13.11	23,4	25,9	127,8
Véhicules-transport	4.70	8,4	5,2	110,9
Textile-habillement	4.40	7,9	8,8	
Autres	9.17	16,3	19,0	
<b>TOTAL DU SECTEUR</b>	<b>56.04</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>126,5</b>

Dans le secteur manufacturier, les années 1983 à 1985 ont été marquées par une activité très déprimée, à l'exception toutefois de certaines branches, en général liées à la consommation des ménages ; ainsi, les grands secteurs de base ont-ils connu une sous-utilisation des capacités productives, comme dans la production de ciment, la chimie lourde, la sidérurgie. La société sidérurgique nationale ISCOR a réduit ses ventes de 5,3 à 4,6 millions de tonnes entre 1982 et 1983. En 1984 et 1985 les investissements productifs ont été réduits de 2 à 3 %.

L'industrie chimique de base a également connu bien des vicissitudes : la production d'engrais a évidemment pâti de la récession de l'agriculture, mais les capacités productives restent également sous-utilisées pour les polymères. Malgré les protections douanières dont elle bénéficie, l'industrie chimique, basée sur le charbon, doit supporter des coûts de production qui la rendent peu compétitive (fortes immobilisations en capital, faible marché intérieur).

L'industrie textile a profité à la fois d'une demande soutenue et d'une protection douanière très favorable ; ainsi, malgré une productivité très inférieure à celle de la concurrence - des pays du Sud-Est asiatique principalement - et des coûts supérieurs de 50 à 25 %, cette industrie occupe une place importante, en particulier comme employeur dans le secteur manufacturier (127 000 emplois dans la seule branche de la confection).

L'automobile continue, malgré la crise, d'engendrer une activité soutenue : ni les particuliers (grâce à l'accès au crédit) ni les industriels n'ont considérablement réduit leurs achats. Les ventes de voitures particulières et de véhicules utilitaires n'ont régressé que de 3,7 et 7,3 % respectivement par rapport à 1982, excellente année pour les constructeurs. Parmi ceux-ci, Toyota s'impose en tête des quelques douze entreprises installées en RSA. La firme a d'ailleurs des projets d'investissement dans les deux années à venir pour porter sa capacité à 150 000 véhicules par an, de quoi couvrir 25 % du marché national.

**Tableau 12 - PRINCIPAUX CONSTRUCTEURS D'AUTOMOBILES**

Part du marché (en %)	TOYOTA	FORD	VOLKSW.	SIGMA	NISSAN	UCDD	G.M.
1982	18,2	14,5	13,7	15,8	10,1	5,9	8,2
1983	20,5	14,2	12,3	12,2	10,2	8,7	7,5

Le groupe SIGMA rassemble Peugeot, Mazda et Mitsubishi (depuis le départ de Chrysler qui a désinvesti en RSA) et l'UCDD, Mercedes et Honda ; la part de Renault reste faible, mais en augmentation de 2,5 à 3,9 %.

Finalement l'électronique, développée avec le soutien de l'État grâce aux contrats militaires et de télécommunication, apparaît comme un secteur toujours profitable pour les firmes internationales et leurs filiales sud-africaines (Barlow Rand-Reunert, Altech, IBM...) ; le marché de l'informatique progresse, de même que l'équipement en télécommunication de pointe.

## 5 - LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

### 1 - Tendances générales

En 1982 et 1983 les échanges extérieurs sud-africains se sont situés dans un contexte monétaire peu favorable : la dépréciation du rand par rapport au dollar américain a certes accru la valeur des ventes d'or, mais elle a également aggravé le déficit de la balance commerciale. Ce déficit a pu être compensé très facilement par les mouvements de capitaux. Au cours de l'année 1983, un certain nombre de mesures monétaires et financières ont été prises, autant pour favoriser l'investissement étranger que pour assainir la situation interne. Le système du rand financier a temporairement été aboli, de même que le contrôle des changes pour les non-résidents ; par ailleurs il a été décidé de laisser flotter le rand par rapport au dollar (laissant ainsi apparaître sa dévaluation) après plusieurs mois de politique de soutien. A présent le rand financier vaut seulement 0,18 \$ US.

**Tableau 13 - VALEUR DU \$ U.S. EN MONNAIE SUD-AFRICAINE**

	1982	1983	1984	1985	1986 (estimation)
1 \$ US = R	1,08	1,11	1,43	2,19	2,33
1 FF = R	0,16	0,15	0,17		

**Tableau 14 - COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA R.S.A.**

Mn \$ US 1982

Exportations : 19.291  
(f.o.b.)

Importations : 20.079  
(c.a.f.)

**Tableau 15 - TERMES DE L'ÉCHANGE**

	1981	1982	1983	1984	1985
Or inclus	94,9	84,6	90,6	90,1	
Or exclu	78,9	71,6	74,9	75,6	75,2

(1975 = 100)

**2 - Principaux postes de la balance commerciale en 1981****Tableau 16 - (en millions de Rands)**

EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
Or	11560	Machines	6376
Produits alimentaires	1255	Produits chimiques	2576
Produits métalliques	2405	Produits pétroliers	3758
Charbon + Carburants	2240	Produits métalliques	1073
Diamants	518	Équipement scientifique	945
Minerais	3051	Produits alimentaires	1196
		Aéronefs, véhicules	2660
		Textile	1040

## 3 - Les principaux partenaires en 1982

Tableau 17

	EXPORTATIONS %	IMPORTATIONS
U.S.A.	15,4	18,3
R.F.A.	7,2	18,4
G.B.	7,8	13
JAPON	14,3	16
FRANCE	n.d.	4,4
SUISSE	12,3	n.d.

Pour la France, la R.S.A. est le deuxième marché et le deuxième fournisseur au sud du Sahara, après le Nigéria. Les échanges sont passés de l'équilibre au déficit en faveur de la RSA, du fait du caractère fluctuant des exportations françaises (constituées essentiellement de biens d'équipement, de matériels liés aux grands contrats de construction) alors que les ventes sud-africaines sont régulières (minerais de charbon, d'uranium, de fer, de chrome, produits agro-alimentaires de contre-saison).

Les échanges commerciaux avec l'Afrique sont restés stagnants, en particulier à cause de la sécheresse qui a affecté les ventes de produits alimentaires de base au Botswana, au Lesotho, au Swaziland (la RSA est traditionnellement exportatrice de céréales vers ses voisins, et de produits alimentaires plus élaborés dans toute l'Afrique australe). Les ventes d'équipements lourds pour les mines et les travaux publics, de produits chimiques, pharmaceutiques ont, par contre, progressé. Les exportations de biens de consommation (pièces automobiles, viande, textile) atteignent à présent une trentaine de pays d'Afrique centrale et de l'Ouest et leur caractère clandestin permet aux clients de conserver une façade politique honorable.

Tableau 18 - (Milliards de R.)

	1981	1982	1984
Exportations vers l'Afrique	1,03	0,93	1,9
Importations d'Afrique	0,32	0,33	0,8

## 4 - Le financement externe et les investissements étrangers

Le service de la dette reste très faible par rapport aux capacités de l'économie sud-africaine, les intérêts ne représentent que 6 % de la valeur des exportations.

Depuis deux ans, les mouvements de capitaux à court terme sont peu élevés et se traduisent par un excédent pour l'Afrique du Sud. En revanche, le gouvernement et les entreprises publiques ont cherché des sources de financement à long terme sur le marché international (emprunts gérés par les grandes banques) qui ont créé un excédent net en 1981 et 1982 ;

cependant, l'année 1983 se solde par un déficit lié à la fuite des capitaux du secteur privé (permise par les nouvelles réglementations financières).

Les firmes internationales ont adopté des politiques diverses dans leurs relations avec l'Afrique du Sud. Cependant l'année 1983 est marquée par le plus fort courant de désinvestissement jamais enregistré ; il est évidemment lié à des opportunités financières, plus qu'aux diverses recommandations d'organismes nationaux (aux USA, en Suède...) et internationaux à l'égard des investissements en RSA.

Depuis lors cette tendance au désinvestissement s'est amplifiée. En 1984 et 1985, 50 compagnies américaines se sont retirées, rapatriant 1,5 milliards de dollars de capitaux. Le mouvement de désinvestissement et les menaces de sanctions économiques prennent donc un relief inégalé en ce milieu de décennie. Même si la R.S.A. semble prête à répondre coup pour coup, les exportations concernent 3 millions de salariés et représentent le tiers du P.N.B. Une rupture avec les investisseurs et les marchés occidentaux serait un coup fatal.

Parmi les firmes ayant réduit considérablement leur participation à des sociétés sud-africaines à capitaux associés, on trouve Associated British Foods (agro-alimentaire), Jardine Matheson, (commerce, hôtellerie), Metal Box (emballages), Nashua, Vickers (mécanique). Cependant, alors que la Société Chrysler a annoncé qu'elle quitterait l'Afrique du Sud, Xerox par contre refuse de désinvestir ; il en est de même pour les sociétés suédoises, qui ont fait connaître leur intention de faire progresser les relations inter-raciales dans les entreprises.

## 6 - SOURCES DOCUMENTAIRES

Industries et travaux d'outre-mer ; mensuel, Paris.

The Economist ; hebdomadaire, Londres.

The Quarterly Economic Review of South Africa, E.I.U. ; trimestriel, Londres.

Financial Times, Londres.

Euromoney, Londres (numéro spécial juin 1984).

Rand Daily Mail, Johannesburg.

Revues des banques sud-africaines : Barclays, Standard Bank.